

## ÉDITO

La « stratégie de l'épouvantail » a fonctionné pour permettre à Emmanuel Macron de garder la présidence en se présentant comme l'unique recours face à l'Extrême Droite. Le « Bien » contre le « Mal » d'une certaine manière. Nous sommes pourtant en droit de nous poser au moins une question : où commence l'Extrême Droite ? Au fil des gouvernements Sarkozy, Hollande et Macron, l'amoncellement de textes sécuritaires a créé un arsenal juridique qui aurait pu faire le bonheur d'une Extrême Droite au pouvoir et lui faire gagner beaucoup de temps pour aller plus loin encore. Qu'on se souvienne : la loi renseignement (juil. 2015), l'état d'urgence (nov. 2015) continuellement renouvelé jusqu'à son inscription dans le droit commun (loi sécurité intérieure - oct. 2017) ; l'explosion des dispositifs de fichage et surveillance (déc. 2020) visant notamment « *les opinions politiques, les convictions philosophiques, religieuses ou l'appartenance syndicale* », et la loi sur la sécurité globale (avril 2021) élargissant les moyens de la Police ; sans oublier la loi séparatisme (juin. 2021) utilisée depuis quelques temps pour supprimer des associations. Plusieurs analystes nous ont déjà alerté sur le danger de ces lois pour la démocratie. Refuser l'Extrême Droite n'est pas simplement battre aux élections les partis qui s'en réclament, c'est surtout remettre en cause, notamment, les lois et pratiques qui légitiment l'autoritarisme, la xénophobie et le non-respect des Droits fondamentaux.

## INFOS INTERNATIONALES

**"Si on va au Rwanda, on va y rester pour toujours ?"** : A Calais, les personnes exilées en plein doute, après l'accord entre Londres et Kigali pour envoyer les personnes en demande d'asile, arrivés illégalement sur le sol anglais, au Rwanda où leurs demandes d'asile seront traitées. En échange de cet accord, conclu pour cinq ans, Londres s'engage à verser 144 millions d'euros à Kigali ([Infomigrants](#)).

**Délit de solidarité : association italienne « Baobab Experience »**. Son président risque une peine de 18 ans de prison pour avoir aidé des personnes exilées. Un tribunal de première instance de Rome doit statuer sur l'affaire le 3 mai. "*Je suis accusé de favoriser l'immigration clandestine pour avoir aidé neuf jeunes migrants à acheter des billets de bus pour voyager de Rome à Gênes*" ([Infomigrants](#)).

**Angela Davis à Bruxelles** : "*La lutte des personnes sans-papiers est sûrement la plus importante des luttes au monde aujourd'hui, car la quête des organisations qui défendent leurs droits remet en question les frontières des États-nations qui ont été dessinées en relation avec le colonialisme*", a relevé Angela Davis. Elle a appelé le public à imaginer un monde qui ne soit pas dessiné par le capitalisme et les frontières ([Rtbf.be](#)).

**Refoulements en mer Egée : les recensements erronés ou mensongers de Frontex**. Une enquête du « Monde » et de ses partenaires de « *Lighthouse Reports* », démontre qu'entre mars 2020 et septembre 2021, l'agence européenne de garde-frontières a répertorié des renvois illégaux de migrants, parvenus dans les eaux grecques, comme de simples opérations de prévention au départ, menées dans les eaux turques ([Le Monde](#)).

**Dernier sauvetage opéré par l'Ocean Viking**. 15 personnes sur un pneumatique surchargé, sont tombées par-dessus bord pendant la nuit. Seules 3 d'entre elles ont réussi à remonter, les autres se sont probablement noyées. Certaines des personnes rescapées montrent des signes de traumatisme émotionnel liés à la perte de leurs proches ([Méditerranée centrale](#)).

**Naufrage au large des Canaries** : un mort et 26 disparus, dont 13 femmes et six bébés ([Infomigrants](#)).

**Naufrage au large du Liban**. Six personnes dont une fillette, ont péri noyées. Le bateau transportait une soixantaine de personnes exilées dont la plupart ont été récupérés par les secours ([Euronews](#)).

**Le directeur de Frontex, démissionne**. Le départ du patron français de l'agence européenne de gardes-frontières vient à la suite d'une enquête de l'Office de Lutte Antifraude de l'UE portant notamment sur des cas présumés illégaux de refoulement de migrants. À lire dans le journal [Le Monde](#).

**Frontex** devrait augmenter ses effectifs permanents jusqu'à 10 000 garde-frontières et garde-côtes à l'horizon 2027. Dans cette perspective, l'agence européenne de surveillance des frontières commence à répondre à ses futurs besoins en matière d'équipement. Dès 2023, elle envisage des commandes d'armes "létales et non-létales", révèle l'ONG StateWatch ([Infomigrants](#)).

**Passeport européen des qualifications des réfugiés**. C'est un document standardisé émis dans le cadre d'un projet mené par le Conseil de l'Europe et ses partenaires. À découvrir sur [coe.int/fr/](#).

## INFOS NATIONALES

**Cinq ans de contrôles illégaux aux frontières**. 11 associations appellent les autorités françaises à mettre un terme à la prolongation des contrôles aux frontières intérieures et à cesser ainsi les atteintes quotidiennes aux droits fondamentaux des personnes exilées qui s'y présentent (violences, contrôles aux faciès, non-respect du droit d'asile et des droits de l'enfant, enfermement). En effet, dans un arrêt du 26 avril 2022, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) juge qu'en vertu du principe de liberté de circulation au sein de l'espace Schengen, un État membre ne peut rétablir des contrôles à ses frontières intérieures pour une durée excédant 6 mois, sauf apparition d'une nouvelle menace, distincte de la précédente. La CJUE juge également que le contrôle d'identité mis en œuvre dans le cadre d'un rétablissement des contrôles aux frontières intérieures excédant cette durée est illégal. En France, depuis novembre 2017, les autorités rétablissent systématiquement tous les 6 mois les contrôles aux frontières intérieures au motif d'une « menace », persistante à leurs yeux, à savoir : une menace terroriste et celle liée à des mouvements de populations. A cela est venue s'ajouter, en avril 2020, la crise sanitaire.

**« L'ambassade des immigré-e-s »**. La Cimade Ile-de-France soutient cette initiative du Collectif *La Chapelle Debout* qui occupe depuis le 18 avril un bâtiment vide dans le 9ème arrondissement parisien avec des personnes exilées et solidaires, de toutes nationalités. Cette initiative, baptisée « *l'ambassade des immigré-e-s* », revendique l'égalité des droits pour les personnes immigrées, et notamment l'accès à un logement digne pour toutes et tous ([La Cimade](#)).

**Le site « Pour l'Ukraine » est la plateforme officielle** qui permet aux citoyens de se mobiliser pour accueillir. Il permet aux associations de recruter des bénévoles pour les aider à réaliser leurs missions ([parrainage.refugies](#)). Le gouvernement a également lancé un module « *les entreprises s'engagent* » : [lesentreprises-sengagent.gouv.fr](#).

**Faciliter l'accès à la formation linguistique des réfugiés ukrainiens**. Le Réseau des Carif-Oref (RCO) et la Direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité (DIAN) du ministère de l'Intérieur proposent des traductions en ukrainien et en russe, du flyer de présentation de la cartographie nationale de l'information sur la formation linguistique : [reseau.intercariforef.org](#).

Une « **différence de traitement insupportable** » entre les réfugiés d'Ukraine et ceux d'ailleurs : À lire sur <https://basta.media>.

**Offre de formation en ligne pour apprendre le Français** et « mieux connaître les valeurs et le fonctionnement de la société française » (<https://www.interieur.gouv.fr>).

**Will, 1ère personne sans-abri du « métavers »** nous alerte sur l'isolement des plus précaires dans la vraie vie. Le réseau *Entourage* – communauté de 150 000 citoyens engagés – lance un message d'alerte sur la crise de fraternité sans précédent en France en créant Will : [Carenews](#).

## INFOS RÉGIONALES

**MJC de Briançon : où en est-on ?** Depuis presque 60 ans et au travers de ses valeurs de solidarité et de démocratie, la MJC de Briançon met en œuvre les missions d'un centre social favorisant le lien, jouant un important rôle d'interface entre les citoyens, les collectivités, les pouvoirs publics et les associations, l'accès aux droits et au développement du pouvoir d'agir des habitants. Or, Lors du conseil communautaire du Briançonnais en février, le maire de Briançon a confirmé sa volonté de mettre fin à la MJC et de créer un Centre Intercommunal d'Action Sociale qui sera géré par la mairie ([mjbcbs.org](http://mjbcbs.org)).

**Podcast Migraphone.** Une fois par mois *Ekat* invite des personnes exilées, des chercheurs, des militants, pour parler migration. Migraphone, c'est des récits polyphoniques, des histoires vécues et des analyses partagées. Un podcast à découvrir [ici](#).

**Parole donnée - Ram 05** : un podcast dans lequel une bénévole de Médecins du Monde et un bénévole de Tous Migrants font le récit de la réalité à la frontière franco-italienne. À écouter [ici](#).

**Pétition pour l'accueil de réfugiés ukrainiens sur le yacht d'un milliardaire russe** saisi à La Ciotat. Philippe Bonneau, l'initiateur, souhaite « *que le mouvement national de solidarité qui s'exprime autour des réfugiés ukrainiens est très encourageant et devrait sans doute se déployer dans les mêmes conditions pour tous les réfugiés* » ( [20 minutes](#) ).

## INFOS MARSEILLE

**Reprise des permanences sans rendez-vous par la Cimade** au 8 rue J.M Cathala 13002 Marseille : lundi de 14h à 17h pour les questions de séjour, nationalité, droits sociaux..., jeudi de 14h à 17h pour les questions d'asile. Des permanences téléphoniques sont assurées le lundi, mardi et jeudi de 9h à 12H et de 14h à 17h au 04 91 90 49 70.

**Dématérialisation : incidences pour les personnes étrangères.** RESF 13, dans sa dernière lettre d'informations, analyse les difficultés que cela entraîne : « *La numérisation des relations avec les administrations peut sembler un beau rêve. Encore faut-il être doté du matériel et du savoir faire... L'administration se doit de mettre en place un accueil et un accompagnement permettant l'accès au service public à toute personne en situation de fracture/exclusion numérique. A la préfecture de Marseille, l'accès à une aide pour les personnes non connectées se fait par une prise de rdv en ligne. La liste des points d'accès numérique* » ([Accès numérique Bdr](#)). À lire, le rapport du Défenseur des Droits sur la dématérialisation des Services publics (les pages 51 à 56 concernent les étrangers) : [defenseurdesdroits.fr](http://defenseurdesdroits.fr).

À Marseille, un hôtel-restaurant recrute des réfugiés ukrainiens. ([Francetvinfo](#)).

## LA VIE DU RÉSEAU HOSPITALITÉ

**Groupe de travail « hébergement solidaire »** : suite à l'agrément « service civique », une fiche de mission a été rédigée. Les membres du groupe se réunissent lundi 2 mai de 14h00 à 16h30 au centre « Le Mistral » à Marseille pour poursuivre leurs travaux..

**Camp des Milles - Participation du Réseau** au programme trinational organisé à Marseille pour des jeunes-gens venant d'Allemagne, de Pologne et de France ; il s'agira, le 6 mai prochain, de présenter de façon concrète la façon dont on conçoit et organise notre action avec les exilés.e.s.

## CULTURE

« **Ce que les afghanes ont à nous dire** », expo-photos du 28 avril au 13 mai 2022, 61, la Canebière, Marseille. <https://www.facebook.com/>

« **La vie psychique des réfugiés** » d'Élise Pestre. Conflits armés, génocides, pauvreté, changement climatique ; le nombre de personnes en demande d'asile augmente. Elles doivent, dans l'urgence, prouver qu'ils ont subi des violences, des persécutions, ce qui engendre d'autres conséquences psychiques. Issu d'une thèse de doctorat, cet ouvrage trace les grandes lignes d'une clinique de l'asile ( [www.revue-etudes.com](http://www.revue-etudes.com) ).

« **Migrants** », une pièce radiophonique, adaptée de « *Migraaaants* » de Matei Visniec ([babelio](#)) par des étudiant.e.s d'une école de théâtre, qui dénonce la cruauté et la déshumanisation des politiques migratoires européennes. À écouter en podcast sur <https://www.youtube.com/>.

« **Que m'est-il permis d'espérer** ». Ce documentaire de Vincent Gaullier et Raphaël Girardot raconte comment les personnes exilées qui sont passés par le chapiteau de la Porte de La Chapelle, à Paris, ont été reçus par la France (plus d'infos sur [www.iskra.fr](http://www.iskra.fr)).

## AGENDA

**Lundi 2 mai**, à 14h00, réunion du groupe de travail "hébergement solidaire", au centre Le Mistral, 11 Imp. Flammarion, 13001 Marseille.

**Mercredi 4 mai**, de 14h30 à 17h : Permanence RESF (accueil jeunes majeurs et familles sans papiers) à la MMDH (34 cours Julien 13006 Marseille).

**Judi 5 mai**, 20h30, le collectif AGIR et l'Institut de l'Image propose la projection du film « *Midnight Traveler* » de Hasan Fazili, à l'Institut de l'Image, cinéma de la Manufacture, 8 rue des allumettes à Aix-en-Provence.

**Mercredi 18 mai**, de 17h30 à 20h : Réunion RESF à Mille Bâbords (61 rue Consolat, 13001 Marseille)

**Judi 19 mai**, de 17h30 à 18h30 : Cercle de silence à Marseille, angle Cours Saint Louis Canebière, 13001 Marseille

**Mercredi 1er juin**, à 18h30, 11ème rencontre de l'hébergement solidaire du Réseau Hospitalité, à 18h30, au Théâtre de l'Œuvre, 1 rue Mission de France, 13001 Marseille.

## LES APPELS « HÉBERGEMENT »

Chose exceptionnelle, entre le 23 et le 30 avril, le Réseau Hospitalité n'a pas reçu de demandes d'hébergement.